

République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes¹. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par [le Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

INDICATEURS CLÉS

Coût médian du MEB

346'301 FC

121,53 USD²

▶ -655 FC 0%

Minimum³ : 241'699 FC

Maximum : 444'234 FC

Taux de change

Officiel

1 USD² = **2'862 FC**

▶ 0%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = **2'850 FC**

▶ -1%

8 Organisations partenaires

21 Marchés évalués

421 Commerçants enquêtés

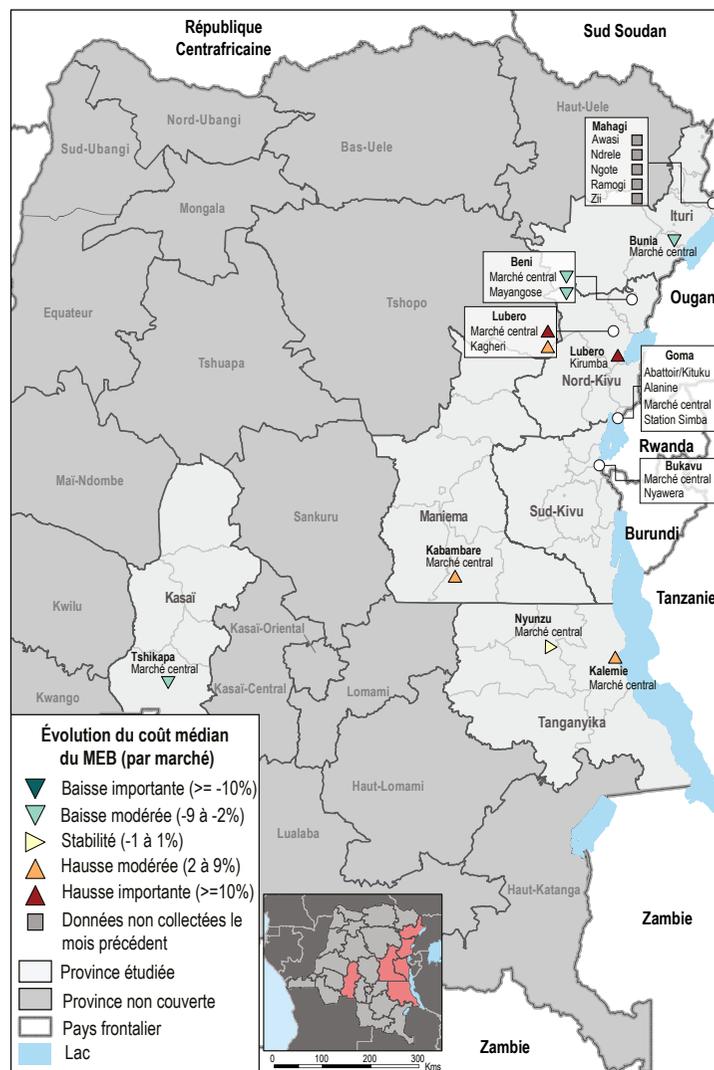
63% Femmes commerçantes

14 Produits évalués

Du 18 au 30 avril

Dates de collecte

Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



MESSAGES CLÉS

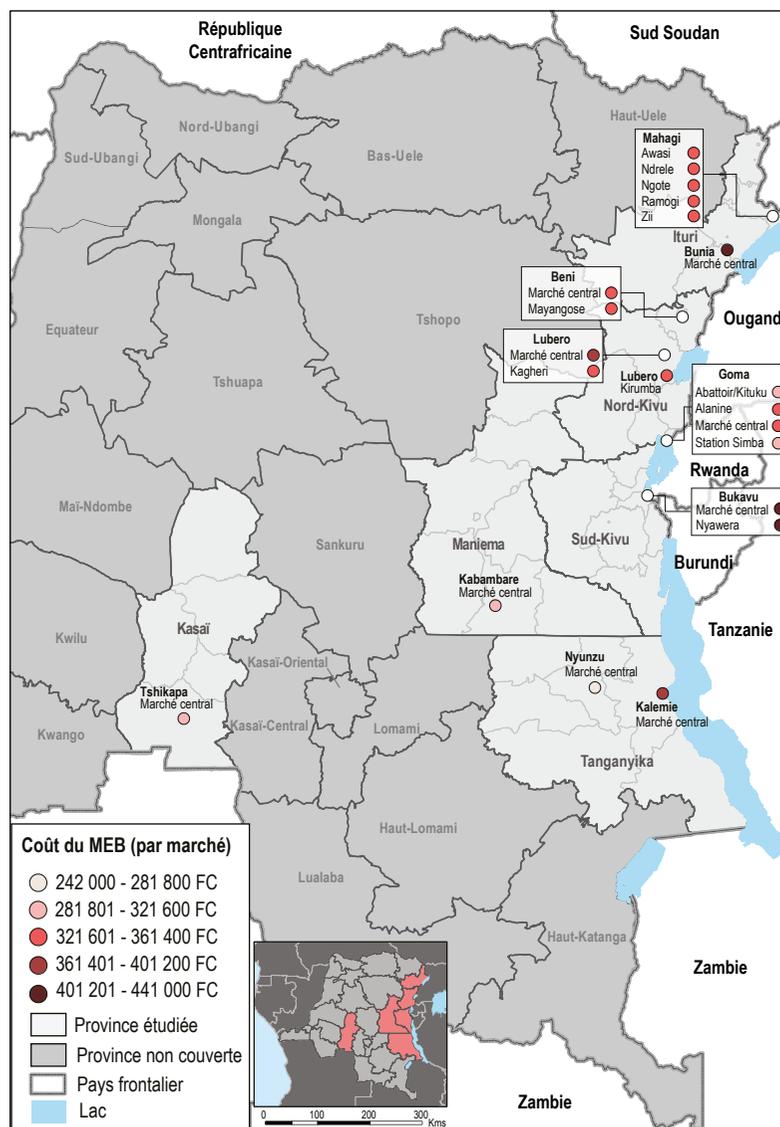
- Après une alternance de baisses et hausses entre janvier et mars, **le coût médian du MEB** calculé sur l'ensemble des marchés évalués **s'est stabilisé en avril**, pour atteindre **346'300 francs congolais (FC)**. Le coût médian du MEB s'échelonnait de 242'671 FC (84,79² USD) au marché central de Nyunzu dans la province du Tanganyika à 440'264 FC (153,83 USD) au marché central de Bukavu au Sud-Kivu.
- D'importantes hausses des coûts médians du MEB ont été relevées dans **les marchés évalués de Bukavu et au Lubero**. Bien que des spécificités propres à chacune de ces zones existent, **la hausse des coûts de transport et l'instabilité du taux de change** figuraient parmi les raisons principales citées par les commerçants.
- L'importante hausse des prix relevée dans les marchés évalués de Bukavu et au Lubero a entraîné une **détérioration de l'abordabilité des prix des produits** déjà faible dans ces zones, et était souvent **cumulée à des difficultés financières importantes des clients**.
- Après une importante hausse entre février et mars, **le coût médian du MEB a légèrement diminué à Bunia**, ce qui pourrait s'expliquer par une **accalmie des combats dans la région de Fataki** relevée par certains médias.

MEB⁴

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans⁵) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

Articles alimentaires		Qté/ ménage/ mois	
Farine de maïs		37,5 kg	
Farine de manioc		37,5 kg	
Haricots		27 kg	
Huile		3,3 L	
Sel		0,75 kg	
Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible		Qté/ ménage/ mois	
Savon en brique (800 g)		3 pièces	
Savon lessive en poudre (50 g)		6 pièces	
Bandes hygiéniques (paquet de 10)		2 pièces	
Combustible (brasse, charbon, bois)		10 kg	
Articles ménagers essentiels (AME) ⁶		Qté/ ménage/an	
Natte deux places		2 pièces	
Moustiquaire deux places		2 pièces	
Bidon en plastique		2 pièces	
Pagne 100% coton		1 pièce	
Lampe solaire ou à pile		1 pièce	
Autres dépenses ⁷		Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport		70 200 FC
Éducation	Fournitures		4 875 FC
Communication	100 unités		2 000 FC
Abri	Entretien du logement		10 000 FC

Coût médian du MEB par marché⁸



Tendances principales

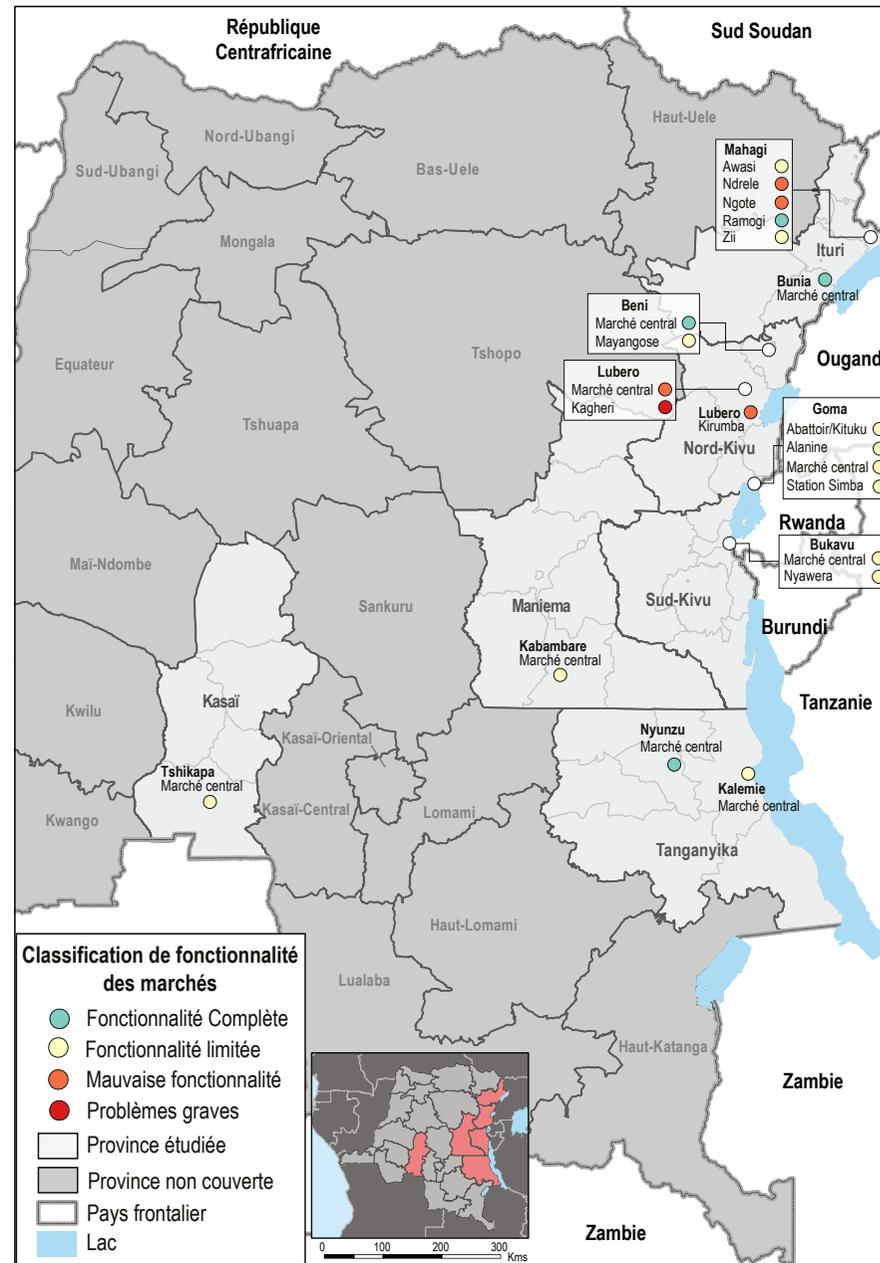
- **Coût médian du MEB en légère baisse au marché central de Bunia, mais restant élevé :** Après une forte hausse en mars (+18%), le coût médian du MEB a légèrement baissé (-3%) au marché central de Bunia, pour atteindre 430'673 FC. Entre janvier et avril, le coût médian du MEB aurait augmenté de 12%. La légère baisse enregistrée en avril serait notamment attribuable à la diminution du coût médian du panier alimentaire (-4%), expliquée par la baisse du prix médian des haricots, ainsi que de la quasi-totalité des produits EHA et du combustible (excepté le savon barre). Les trois commerçants interrogés à Bunia ont rapporté une stabilité des prix des articles alimentaires et EHA/ combustible. En mars, la présence de combats dans la région de Fataki aurait affecté le trafic sur la route nationale 27 reliant Bunia à l'Ouganda l'Ouganda ce qui aurait pu expliquer la hausse du prix des haricots et de la farine de maïs acheminés depuis l'Ouganda et vendus par les commerçants interrogés. Une accalmie dans la région a notamment été relevée par certains médias au cours du mois d'avril⁹. En outre, ce même mois, l'approvisionnement pour ces deux produits se faisaient majoritairement en RDC selon les commerçants.
- **Coûts médians du MEB élevés enregistrés dans les marchés évalués de Bukavu :** Les marchés central et Nyawera de Bukavu ont vu leurs coûts médians du MEB augmenter de respectivement 28% et 16% en avril pour atteindre 440'264 FC (coût le plus élevé recensé ce mois) et 411'621 FC. Entre janvier et avril, le coût médian du MEB aurait augmenté de 33% au marché central et de 8% au marché Nyawera. Les hausses observées en avril seraient notamment expliquées par la hausse des prix médians de l'ensemble des produits alimentaires (excepté l'huile, et le sel pour le marché Nyawera), EHA (excepté le savon barre) et du combustible. Si certains commerçants interrogés étaient réticents de commenter l'évolution des prix au marché central, 2/5 commerçants vendant des produits alimentaires et 3/5 commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible ont rapporté une hausse des prix de ces produits, essentiellement expliquée par une hausse des coûts de transport et l'instabilité du taux de change. Au marché Nyawera, 6/6 commerçants vendant des produits EHA et/ou du combustible et 2/3 commerçants vendant des produits alimentaires ont rapporté une hausse des prix de ces produits pour les mêmes raisons que précédemment citées.
- **Importante hausse des coûts médians du MEB dans les marchés évalués au Lubero :** Les marchés central, Kirumba et Kagheri ont vu leurs coûts augmenter en avril de respectivement 21%, 16% et 9%. Les coûts médians du MEB s'échelonnaient de 333'365 FC au marché Kirumba à 378'000 FC au marché central. En cause, une hausse des prix médians de l'ensemble des articles alimentaires ainsi qu'une hausse des prix médians des savons barre et lessive au marché Kagheri, et du combustible et du savon lessive au marché central. Une grande majorité des commerçants interrogés vendant des produits alimentaires (8/8 à Kirumba, 8/10 au marché central et 3/5 à Kagheri) a rapporté une hausse des prix de ces produits. Au marché Kagheri, ces hausses étaient expliquées par l'augmentation des coûts de transport et des prix pratiqués par les fournisseurs, alors que l'instabilité du taux de change et l'insécurité ayant rendu le réapprovisionnement plus difficile étaient également citées. La hausse des coûts de transport était également la première raison mentionnée au marché central, suivie par la diminution des distributions humanitaires. Au marché Kirumba, l'insécurité ayant rendu le réapprovisionnement plus difficile était la principale raison citée pour expliquer cette hausse.

SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions¹¹:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

Classification de la fonctionnalité des marchés

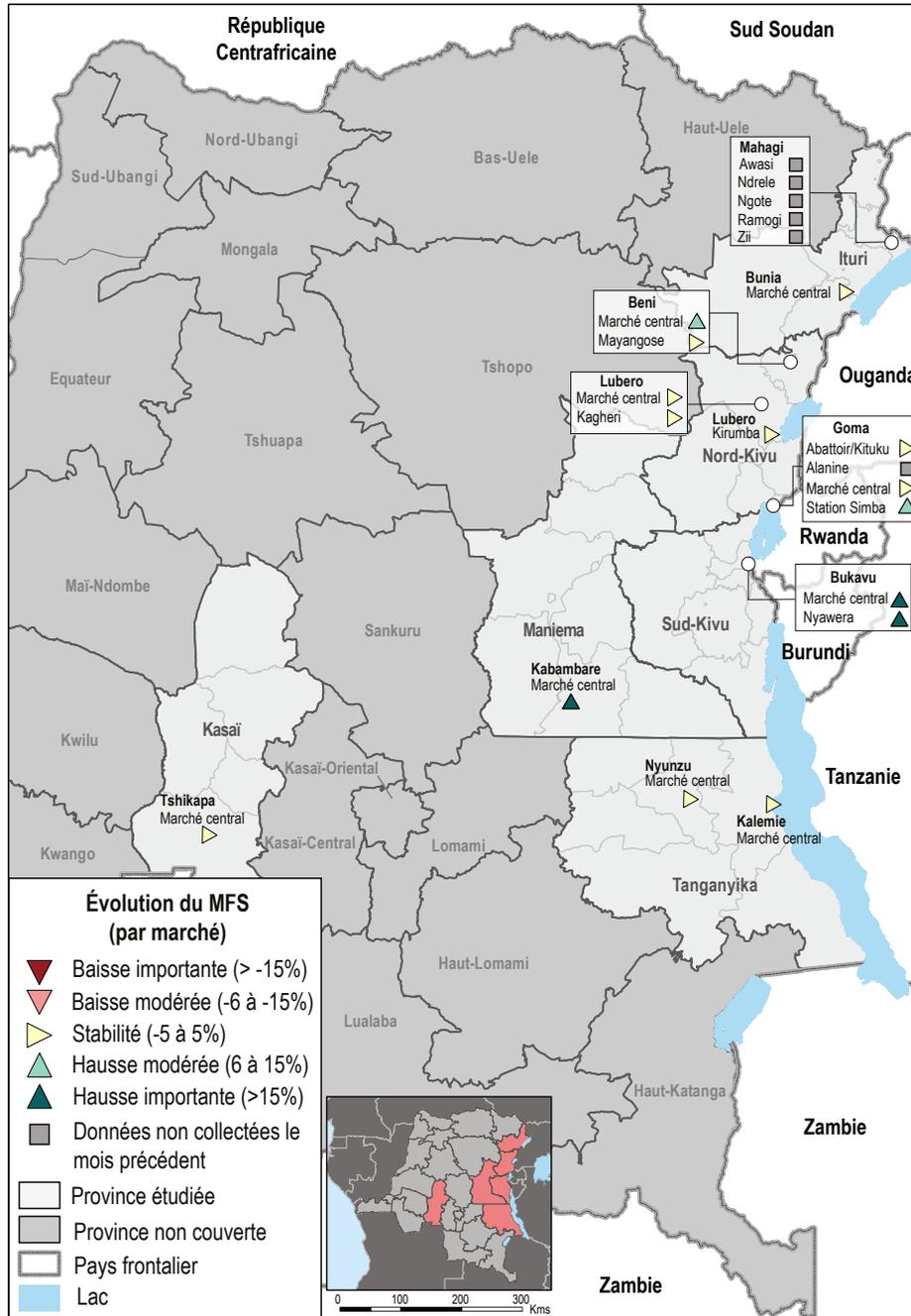


Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités¹².

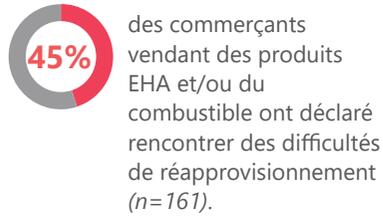
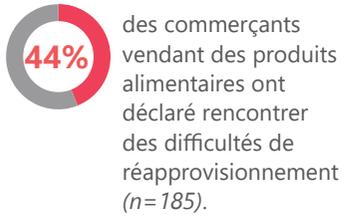
Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



Tendances principales

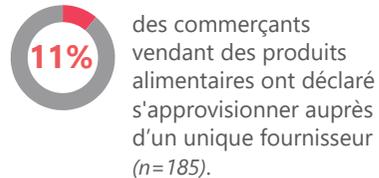
- **Amélioration de la fonctionnalité des marchés évalués à Bukavu** : La fonctionnalité des marchés central et Nyawera de Bukavu semble s'être améliorée entre mars et avril, **passant de mauvaise à limitée**. En cause, une **amélioration de l'accès physique et sécuritaire** au marché, l'ensemble des commerçants interrogés dans ces deux marchés n'ayant rapporté aucun obstacle ayant empêché des clients ou commerçants de venir au marché, d'y travailler ou d'y faire des achats. L'absence d'incidents liés à la sécurité sur le marché et aux alentours au cours des 30 jours précédents la collecte de données a également été relevée par les commerçants interrogés. Toutefois, au vu de la réticence de certains commerçants à répondre à certaines questions, notamment au marché central, **ces résultats sont toutefois à interpréter avec précaution**. En outre, si la fonctionnalité de ces marchés s'est améliorée, **l'abordabilité des prix des produits**, déjà limitée en mars, **s'est encore détériorée en avril**. En plus des **difficultés financières importantes des clients** et de la **difficulté pour les commerçants à prévoir les prix pratiqués par les fournisseurs** sur le mois à venir, **les prix des produits essentiels ont considérablement augmenté** entre mars et avril.
- **La plus faible abordabilité des prix des produits relevée au marché central de Kalemie** : La fonctionnalité du marché central de Kalemie était **limitée** en avril, tout comme en mars. **La disponibilité des produits et l'accessibilité au marché étaient bonnes**. En particulier, les commerçants ont eu tendance à moins rapporter des dangers ou dommages sur les routes menant au marché par rapport au mois de mars. Toutefois, **l'abordabilité des prix des produits**, déjà faible en mars, s'est encore détériorée, avec **davantage de commerçants rapportant des difficultés financières pour leurs clients**. Enfin, une **hausse de la part de commerçants ayant déclaré stocker leurs marchandises en dehors du marché** a entraîné une diminution du score lié aux infrastructures de marché. Ce dernier pilier sera à suivre le mois prochain car une diminution supplémentaire pourrait abaisser la fonctionnalité du marché, qui serait alors considérée comme mauvaise.
- **Persistance d'une mauvaise fonctionnalité dans les marchés évalués au Lubero** : Comme en mars, la fonctionnalité des **marchés central et Kirumba de Lubero était mauvaise**, alors que le **marché Kagheri** enregistrait de **graves problèmes de fonctionnalité**. En avril, **l'importante hausse des prix des produits** a entraîné une diminution de l'abordabilité des prix des produits déjà faible dans les trois marchés. En outre, en mars, les commerçants interrogés dans les **marchés Kagheri et central** rapportaient des problèmes d'accès physique et sécuritaire aux marchés, notamment du fait de combats actifs dans la région, alors que des dangers sur les routes menant au marché central étaient aussi relevés. En avril, **l'accès sécuritaire** à ces deux marchés **restait limité**, avec des **craintes de vols, pillages et de violences** rapportées par les commerçants. Par ailleurs, **l'accès physique à ces deux marchés restait faible**, sans pour autant que les combats actifs soient cités parmi les raisons rapportées par les commerçants (seulement un commerçant a mentionné cette raison au marché central). **Pour le marché Kagheri**, les raisons rapportées tenaient davantage **aux dates et heures d'ouverture du marché limitées, à l'absence de bâtiments en dur et à des options de transport limitées** pour se rendre sur le marché. De plus, pour le **marché central**, le **manque de transport** était la raison principale rapportée pour expliquer un accès physique limité, à laquelle s'ajoutait **les dangers ou dommages sur les routes menant au marché**. En outre, bien qu'au marché central les commerçants ont eu tendance à davantage rapporter stocker leurs marchandises dans le marché, entraînant une amélioration du score lié aux infrastructures de stockage, **les infrastructures de marché restaient limitées** dans les trois marchés évalués.

RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

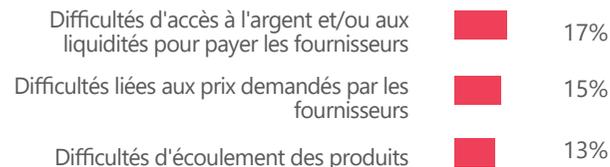


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article : (Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=82)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (N=72)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les AME (N=86)	
1	Coût élevé du transport	37%	Mauvais état des routes	54%	Mauvais état des routes	43%
2	Hausse des prix fournisseurs	35%	Coût élevé du transport	40%	Insécurité sur les routes et dans les environs du marchés	38%
3	Insécurité sur les routes et dans les environs du marchés	34%	Instabilité du taux de change	38%	Instabilité du taux de change	38%

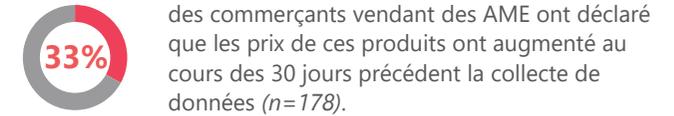
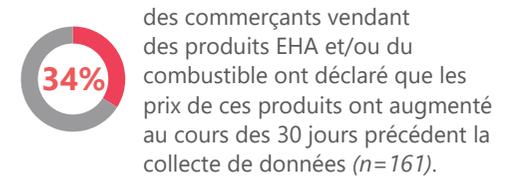
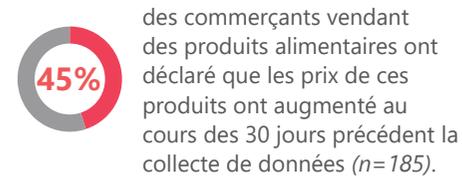


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=421)



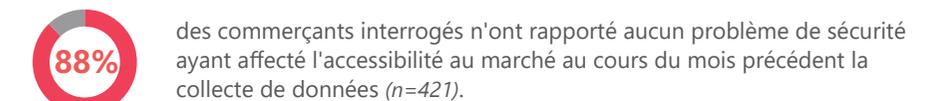
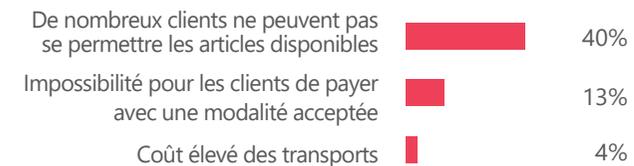
PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=307)



ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données¹³ : (Plusieurs réponses possibles, n=421)



Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page [Z](#). Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a

été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée¹⁴.

À partir d'avril 2025, une révision de la méthodologie d'imputation en cas d'articles non-évalués sur un marché a été réalisée. Auparavant, lorsqu'un article n'avait pas été évalué sur un marché, le prix manquant était remplacé par le prix médian de cet article calculé sur l'ensemble des marchés évalués. Toutefois, des marchés plus proches géographiquement sont plus à même de connaître des situations similaires. Ainsi, le prix manquant pour un article est désormais remplacé par la médiane calculée au niveau administratif le plus proche (la zone de santé si cet article a été évalué dans un autre marché de la zone, au cas contraire le territoire, etc)¹⁵.

Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page [Z](#).

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

Partenaires de l'initiative :



À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes inter-agences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).

NOTES DE FIN

1 OCHA, février 2025, [République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2025 \(février 2025\)](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 Les articles alimentaires, les articles EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix pour les AME ont été collectés dans l'ensemble des marchés évalués.

5 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples [MICS-RDC-2018](#).

6 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

7 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).

8 Pour les marchés évalués à Mahagi et à Nyunzu, le seuil des trois cotations n'a pas été atteint pour beaucoup d'articles (cf base de données accessible au lien mentionné dans le tableau ci-contre). Les coûts médians du MEB présentés sont donc à interpréter avec précaution.

9 Voir notamment les sources suivantes :

RFI, 30 mars 2025, [RDC: les prix montent à Bunia, dans l'est du pays, en raison des opérations militaires](#).

Radio Okapi, 26 mars 2025, [Hausse du prix du haricot à la suite des affrontements UPDF-CODECO/URDPC à Fataki](#).

10 Radio Okapi, 27 avril 2025, [Un mois après l'arrivée de l'UPDF, les activités reprennent à Fataki](#).

11 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

12 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

13 Les réponses "Je ne préfère pas répondre" ne sont pas présentées.

14 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec

d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

15 Il convient de noter que le changement de méthode d'imputation n'a entraîné que des changements mineurs dans les coûts calculés lors des analyses précédentes. Ces analyses restent donc pertinentes.

Qu'est-ce que le Cash Working Group ?

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM		
Avril 2025	Base de données	
Mars 2025	Fiche d'information	Base de données
Evaluation rapide des marchés - Rutshuru	Fiche d'information	
Evaluation rapide des marchés - Nyiragongo	Fiche d'information	
Février 2025	Fiche d'information	Base de données
Janvier 2025	Fiche d'information	Base de données
Evaluation rapide des marchés de Bukavu	Fiche d'information	
Evaluation rapide des marchés de Goma	Fiche d'information	

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).